



## **« REVOLUTION AGRAIRE » ET INSTRUMENTALISATION DE L'ENJEU FONCIER : QUEL BILAN DE LA DECENNIE ECOULEE AU ZIMBABWE ?**

Daniel Compagnon\*

La redistribution de la terre intervenue au Zimbabwe à partir de février 2000 a bouleversé la structure agraire du pays. A l'indépendance en 1980, 15,5 millions d'hectares comptant les zones les plus fertiles et les mieux arrosées étaient contrôlés par les fermes dites 'commerciales', aux mains des colons blancs. Les petits paysans africains se partageaient 16,4 millions d'hectares de terres 'communales' – anciennes réserves tribales. En 1999 encore, à l'issue des achats de fermes et de programmes de réinstallations mis en œuvre jusqu'au milieu des années 1990, cette part s'élevait encore à 11,7 millions. Aujourd'hui suite à la « réforme accélérée » et controversée du régime Mugabe des années 2000, la part des anciennes fermes commerciales se situerait aujourd'hui, selon des chiffres d'Harare, à 3,4 millions d'hectares.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> En réalité, ces chiffres ne tiennent pas compte de la reprise des confiscations depuis fin 2009, ce que le premier ministre de transition issu du MDC a été incapable d'empêcher.

Ce transfert massif et brutal d'actifs fonciers est qualifié de « révolution agraire » et de « troisième guerre de libération » (*third Chimurenga*) par les partisans du vieil autocrate. Mais cette manoeuvre a été vilipendée par la presse internationale, les gouvernements occidentaux et l'opposition interne du Mouvement pour le Changement Démocratique (MDC) comme des différentes organisations civiques, en raison des méthodes utilisées et de leur impact désastreux sur l'économie et la société. Dès le début du processus, en 2000, le débat a donc été très polarisé et obscurci par des considérations idéologiques et arrières pensées politiques.<sup>2</sup>

Aujourd'hui de nouveaux travaux tendent à réhabiliter cette « réforme agraire » à partir d'une analyse des dynamiques locales d'appropriation des terres et des activités productives des nouveaux fermiers<sup>3</sup>. L'apport de données empiriques, à un débat qui en manquait singulièrement, est certes salutaire car la réalité d'un pays de treize millions d'habitants et plus de 390 000 km<sup>2</sup> est plus complexe que l'image construite dans les médias. Toutefois, une telle objectivation ne doit pas conduire à l'occultation de la manipulation politique et de la dimension crapuleuse de cette opération. On ne peut isoler le bilan de la réforme agraire du contexte politique dans lequel elle s'est effectuée.<sup>4</sup>

### **La politisation de l'enjeu foncier**

Nul ne conteste plus l'injustice de la répartition des terres pratiquée à l'indépendance, ni ne nie que la volonté de récupérer la terre confisquée par les colons ait joué un rôle important dans la mobilisation rurale en faveur de la guérilla nationaliste. De fait, le compromis de Lancaster House en 1979 repose sur la renonciation implicite des nationalistes noirs à une réforme agraire massive et expéditive, en échange de leur accession au pouvoir.

---

<sup>2</sup> Daniel Compagnon, « La prétendue 'réforme agraire' au Zimbabwe : à qui profite le crime ? », *Etudes*, Mars 2003, pp. 297-307.

<sup>3</sup> Ian Scones, Nelson Marongwe, Blasio Mavedzenge, Jacob Mahenehene, Felix Murimbarimba & Chrispen Sukume, *Zimbabwe's Land Reform : Myths & Realities*, James Curey, Woodbridge (UK), 2010. Que plusieurs des auteurs, ayant participé aux enquêtes dans la province de Masvingo, aient eux-mêmes bénéficié de l'allocation de terres introduit un biais dans cette étude recourant par ailleurs à une méthodologie scientifique.

<sup>4</sup> Sur la crise politique et l'autoritarisme du régime Mugabe, voir Daniel Compagnon, *A Predictable Tragedy, Robert Mugabe and the Collapse of Zimbabwe*, Philadelphie, Pennsylvania University Press, 2010 (<http://www.upenn.edu/pennpress/book/14782.html>).

Contrairement au discours tenu par Mugabe et ses sbires sur la « guerre inachevée », ils n'avaient à l'époque guère d'autre option. La première décennie d'indépendance fut marquée par ce compromis initial: le droit de propriété des fermiers blancs garanti pour dix ans par la Constitution, tandis que leurs représentants accédaient au gouvernement pour cogérer la politique agricole ; une réinstallation de paysans africains sans terre et de vétérans sur les fermes achetées par le gouvernement avec le soutien des donateurs. Au début des années 1990, lorsque le régime Mugabe a voulu accélérer l'acquisition des fermes, le projet de loi s'est heurté à la résistance de la société civile : les fermiers blancs ont reçu le soutien de la Cour Suprême et celui des organisations de défense des droits de l'homme pour défendre leur droit à une compensation financière. Peu après, la presse indépendante a mis en évidence la corruption dans l'attribution des fermes nouvellement acquises, dont la plupart ont été louées à des membres de l'élite au pouvoir avec des loyers ridiculement faibles, provoquant la méfiance des donateurs d'aide – notamment britanniques – qui jusque-là avaient soutenu ce programme. En 1996, soixante et onze mille familles avaient été réinstallées, mais le contexte de l'ajustement structurel mis en oeuvre depuis 1990 ne favorisait pas l'investissement public dans ce secteur. Ce n'est pas vraiment la pénurie de terres ou leur prix qui ont fait dérailler la réforme agraire : il y avait en permanence des fermes partiellement ou totalement en friche du fait de propriétaires absentéistes et les vastes emprises de la société publique ARDA étaient notoirement sous-utilisées. Ce sont les fonds pour accompagner la réinstallation (infrastructures, réseaux, outillage, conseils techniques) qui venaient à manquer. Jusqu'en 1999, la réforme agraire n'était pas une vraie priorité pour le régime focalisé sur « l'indigénisation » au profit des « *political businessmen* » proches du pouvoir<sup>5</sup>.

Pour autant la politisation de la question n'a pas attendu le spectaculaire revirement de 1997 ; elle refaisait surface à chaque campagne électorale dans l'attirail rhétorique de la

---

<sup>5</sup> Brian Raftopoulos, Daniel Compagnon, « Indigenisation, the state bourgeoisie and neo-authoritarian politics », in *Zimbabwe's Twenty Years of Independence: From Liberation to Authoritarianism*, sous la direction de Staffan Darnolf et Liisa Laakso, New York, Palgrave Macmillan, 2003, pp. 15-33, Daniel Compagnon, « Mugabe and partners (Pvt) Ltd ou l'investissement politique du champ économique », in « Le Zimbabwe : l'alternance et le chaos », n° 81 de *Politique Africaine*, pp. 101-119.

ZANU-PF<sup>6</sup> au pouvoir ; mais le retour à la situation *ex ante* après chaque scrutin conduisait la plupart des observateurs à ne pas prendre cette rhétorique au sérieux. C'est à la suite des protestations violentes des membres de l'association officielle des vétérans, en réaction au pillage du fonds de compensation des victimes de la guerre d'indépendance, que Mugabe a dû céder aux pressions en promettant d'une part le versement d'une gratification ponctuelle et d'une pension régulière et substantielle aux vétérans enregistrés, d'autre part l'accélération de la redistribution des terres.

De même, l'introduction au dernier moment dans le projet de Constitution élaboré en 1999, par une commission dominée par l'appareil de la ZANU (PF), d'une clause d'expropriation des Blancs sans compensation (sauf si le Royaume-Uni payait) était d'abord destinée à remobiliser le camp nationaliste autour du gouvernement et à polariser le débat politique sur une base raciale, en prenant le MDC au piège de ses alliances de classe. Cela a permis au régime Mugabe de présenter l'échec référendaire de février 2000 – en fait le rejet radical du régime par l'opinion populaire urbaine - comme un complot des Blancs et un refus de la réforme agraire, et l'invasion des fermes qui suivit comme une réponse spontanée des masses.

Comme beaucoup de littérature 'progressiste' sur la question, l'ouvrage de Scones et al. tend à présenter ces mouvements comme une multiplication d'initiatives locales se situant dans le prolongement des occupations sporadiques de terres dans les années 1980-90, alors que le caractère concerté et planifié de l'opération était pleinement visible. Bien sûr, une fois le mouvement lancé, les paysans de certaines zones communales, où le besoin de terre était réel, s'y sont engouffrés d'autant que le refus systématique de la police d'intervenir pour protéger les personnes et les biens des fermiers blancs (ou de leurs ouvriers agricoles noirs dont les maisons ont souvent été rasées) envoyait un signal clair. De même, l'organisation des vétérans désormais alliée à Mugabe – après un court séjour en prison de son leader Hunzvi – multipliait les meetings de propagande en ville pour inciter tout un chacun à aller réclamer un lopin de terre.

---

<sup>6</sup> Zimbabwe African National Union – Patriotic Front, le parti de Robert Mugabe fondé en 1963.

La vision romantique d'une réforme par le bas, exécutée par le peuple lui-même, que propagent les travaux de Sam Moyo comme ceux – plus distanciés cependant – de Ian Scones et al. ne résiste pas à l'analyse. Dans ce narratif, la violence y est euphémisée, traitée comme un phénomène marginal. Pourtant, l'assassinat d'une quinzaine de fermiers et l'agression de dizaines d'autres – et les centaines de victimes noires - était une propagande par l'action, instillant un sentiment de terreur et d'arbitraire dans les campagnes. Ce climat est inséparable de la violence située au cœur de la culture politique de la ZANU (PF) et à son recours comme instrument de campagne avant les élections de juin 2000. De ce point de vue l'invasion des fermes des Blancs a été un moyen de légitimer la violence contre les opposants politiques, laquelle a atteint son paroxysme entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2008. Ce n'est donc pas tant le populisme agraire qui a sauvé le pouvoir de Mugabe que la redistribution des terres comme prétexte pour justifier une guerre civile larvée.

### **Des situations locales contrastées mais un impact national sur l'économie**

Ian Scones et al. soulignent à juste titre les différences existant entre provinces en termes de profil social des nouveaux fermiers, de leur degré d'engagement effectif dans les activités agricoles et d'impact de ces changements sur la production. Toutefois, leur étude ne couvre que la province Masvingo, située dans le *lowveld* semi-aride du sud-est du pays. Ils notent d'ailleurs que l'accaparement des fermes par l'élite au pouvoir s'est manifesté davantage dans le *highveld* du plateau à l'Ouest, au Nord et au Nord-Est d'Harare, où se situent les terres les plus fertiles, mais aussi le cœur du soutien politique à Mugabe. De même, la 'faim de terre' mise en avant par les thuriféraires de la ZANU-PF a toujours été plus manifeste dans les zones communales surpeuplées de la province Masvingo, aux terres de longue date dégradées par l'érosion et la surexploitation, que dans les régions suscitées.

Bien que Ian Scones et al. précisent, toujours à juste titre, que dans la province de Masvingo, une grande partie des nouveaux propriétaires ont effectivement engagé la mise en valeur de leur lopin et réalisé des investissements – pour l'essentiel défrichements de

parcelles et constructions de cases en pisée – une large partie des installations pré-existantes (bassins et réseaux d'irrigation, séchoirs et ateliers de conditionnement) ont été détruites ou mises hors d'usage lors de la *Chimurenga*, car l'occupation s'est souvent accompagnée de pillages en règle. Ces équipements n'ont pu être remplacés compte tenu du manque de capital de la plupart des nouveaux propriétaires et en particulier faute d'accès au crédit bancaire, dans un contexte marqué pendant huit ans par une chute de la croissance de 40% environ, un recul de l'indice IDH et une hyper-inflation en 2007-2008. Il est absurde de prétendre qu'une réforme agraire puisse réussir dans un contexte de crise économique aiguë et de politiques gouvernementales erratiques et globalement nuisibles. La reconstruction d'une économie agricole performante et exportatrice – voire tout simplement permettant l'autosuffisance alimentaire du pays – nécessitera des apports de capitaux significatifs qui ne se trouveront pas au bout de la houe et de la machette.

Quoi qu'en disent Ian Scones et al. qui décèlent un transfert vers de nouvelles productions et demandent que l'on ait suffisamment de recul temporel pour porter un jugement, la confiscation des terres et leur réattribution chaotique ont eu un impact négatif sur l'ensemble de la filière agroalimentaire. La réforme agraire a joué un grand rôle, en combinaison avec la sécheresse bien sûr, dans les disettes répétées des années 2000<sup>7</sup>.

## **Conclusion**

Si la redistribution des terres est un fait accompli sur lequel il serait difficile de revenir même si Mugabe quittait le pouvoir – le MDC de Tsvangirai ne le demande pas -, la légalisation des titres de propriété et la fin des abus de l'élite politico-militaire ZANU-PF constituent des priorités pour stabiliser le monde rural et permettre une reprise plus significative de la production. La réalisation d'un audit objectif, pour y voir plus clair et mettre fin à l'appropriation de multiples propriétés par les affidés de Mugabe, que même Ian Scones et

---

<sup>7</sup> Daniel Compagnon, « Zimbabwe : de la "réforme agraire" à l'insécurité alimentaire », *Hérodote*, n° 131, 4<sup>ème</sup> trimestre 2008, pp. 118-136.

al. présentent comme une « priorité absolue de la politique agricole »<sup>8</sup>, figurait dans les exigences du MDC incorporées dans l'Accord Politique Général du 15 septembre 2008, puis dans le programme du gouvernement tripartite. Sa réalisation est toujours bloquée à ce jour par les manœuvres du président. Dans le contexte préelectoral d'un nouvel affrontement entre Tsvangirai et Mugabe, ce dernier n'a pas renoncé à instrumentaliser la question agricole. Ceux qui voudraient faire de la redistribution des terres au Zimbabwe un modèle à suivre, notamment en Afrique australe, devraient méditer sur le lien étroit entre ce processus et la crise profonde que connaît ce pays depuis dix ans.

**\*Daniel Compagnon professeur de science politique  
et chercheur au centre Emile Durkheim à Bordeaux**

---

<sup>8</sup> Ian Scones et al. op. cit. p. 5.